

**Accord de coopération entre le Gouvernement de la République Algérienne
Démocratique et Populaire,
la Communauté française de Belgique, la Région wallonne
et la Commission communautaire française de la Région
de Bruxelles-Capitale**

Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire,
et

La Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission
communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

Ci-après dénommées les Parties contractantes,

S'appuyant sur les liens d'amitié et de coopération entre leurs peuples, la
confiance mutuelle et l'attachement aux valeurs communes de la liberté, de la
démocratie, de la justice et de la solidarité,

Animées du désir de renforcer ces liens qui unissent les peuples des Parties
contractantes,

Prenant en compte les valeurs de progrès social et de développement durable,

Considérant l'intérêt d'une coopération bilatérale globale et du développement de
synergies avec la coopération multilatérale,

Compte tenu de la situation constitutionnelle belge accordant aux Communautés
et aux Régions la compétence de signer des Accords internationaux dans les
matières de leurs compétences exclusives,

Sont convenus de ce qui suit :

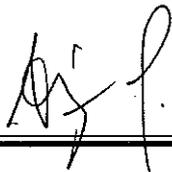
ARTICLE 1

Les Parties contractantes décident de conférer à leurs relations bilatérales une
qualité nouvelle d'entente et de partenariat.

Les Parties contractantes développent leurs relations d'amitié sur la base de
l'égalité en droits, de l'attachement réciproque aux principes de liberté, de
démocratie, de primauté de la loi et des droits de l'homme.

ARTICLE 2

Les Parties contractantes confirment leur attachement sans réserve aux principes
du règlement pacifique des différends notamment ceux contenus dans la Charte
des Nations Unies.



Les Parties contractantes coopèrent activement au développement d'une action efficace quant au respect des droits de l'homme dans les domaines social et environnemental.

Se fondant sur leurs dispositions institutionnelles respectives et, pour la Communauté française, la Région wallonne, la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, respectant leurs obligations internationales et supranationales, les Parties développent entre elles une coopération globale porteuse de retombées concrètes et orientée notamment vers la valorisation des ressources humaines, le développement durable et le partenariat entre administrations, institutions, associations et opérateurs économiques.

ARTICLE 3

Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et la Communauté française de Belgique mettront en œuvre une coopération couvrant l'ensemble des compétences de la seconde nommée. Ces compétences sont énumérées en annexe du présent accord.

ARTICLE 4

Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et la Région wallonne mettront en œuvre une coopération couvrant l'ensemble des compétences de la seconde nommée. Ces compétences sont énumérées en annexe du présent accord.

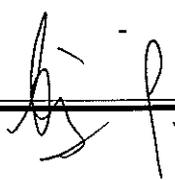
ARTICLE 5

Le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale mettront en œuvre une coopération couvrant l'ensemble des compétences de la seconde nommée. Ces compétences sont énumérées en annexe du présent accord.

ARTICLE 6

La coopération entre les Parties contractantes prendra les formes suivantes :

- échange permanent d'informations ;
- échange d'expériences et de personnes ;
- octroi mutuel de bourses de stage, de recherche, de spécialisation ou d'été, sans préjudice du principe de non-discrimination en vigueur dans l'Union européenne ;
- conclusion d'ententes sectorielles dans les secteurs précités ;
- collaboration directe entre institutions diverses (chambres de commerce, universités, entreprises, associations, etc.) ;
- élaboration et réalisation de projets conjoints ;



- transfert réciproque de technologies et de savoir-faire ;
- organisation de rencontres professionnelles, séminaires, ateliers au bénéfice d'experts et de porteurs de projets ;
- réalisation d'études et d'expertises ;
- encouragement à la coopération décentralisée ;
- promotion réciproque de produits et de services ;
- promotion de partenariats interentreprises et création de sociétés mixtes.

ARTICLE 7

Les Parties contractantes veilleront à établir toutes synergies utiles entre les projets de coopération bilatérale qui seront menés dans le cadre du présent accord et les programmes multilatéraux ou supranationaux développés notamment par l'Union européenne et dans le suivi des Sommets des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage.

Elles veilleront à utiliser toutes les possibilités offertes par ces institutions pour participer ensemble à des programmes de développement et se considèrent à cette fin comme des partenaires privilégiés.

ARTICLE 8

Les Parties contractantes intensifieront les rencontres bilatérales à un niveau approprié, nonobstant les contacts réguliers lors des rencontres au niveau multilatéral et en liaison avec l'Union européenne. Ces rencontres porteront sur toutes les questions d'intérêt commun. Les Parties contractantes favoriseront des consultations régulières sur les thèmes d'actualité.

ARTICLE 9

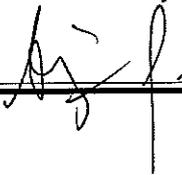
Les Parties contractantes coopéreront dans le domaine humanitaire en attribuant une importance primordiale au respect des normes universellement reconnues de la démocratie et des droits de l'homme, notamment pour faciliter l'activité des organisations non gouvernementales. Elles passeront, le cas échéant, des arrangements administratifs avec les autorités locales pour faciliter les actions dans les situations d'urgence.

ARTICLE 10

Les Parties contractantes contribueront à la création de conditions favorables à l'établissement de contacts directs et aux activités des entreprises et d'autres personnes morales, à l'encouragement des investissements et à la promotion des échanges d'informations économiques.

ARTICLE 11

Les Parties contractantes entendent mettre en oeuvre dans leurs concertations et actions conjointes la préoccupation de voir leurs opérateurs dans les domaines



social, économique et culturel intégrer des réseaux de partenariat international, en liaison, le cas échéant, avec des institutions multilatérales. Elles rechercheront les démarches appropriées favorisant de telles intégrations.

ARTICLE 12

Les Parties contractantes favoriseront les échanges de jeunes en situant ces actions dans un objectif d'insertion professionnelle, de diffusion d'une conscience internationale et de vécu des relations bilatérales.

ARTICLE 13

En vue de l'application et de l'évaluation du présent accord, Il est créé un comité mixte permanent, composé de représentants des Parties contractantes.

Le comité mixte permanent se réunit au moins une fois tous les trois ans, alternativement en République Algérienne Démocratique et Populaire d'une part, et en Wallonie et /ou à Bruxelles d'autre part. Le comité permanent décidera des termes et conditions de cette coopération.

Le comité mixte permanent peut organiser des sous-commissions chargées de gérer des matières spécifiques.

ARTICLE 14

Toute question relative à l'application du présent Accord sera étudiée par les Autorités compétentes des Parties contractantes qui sont:

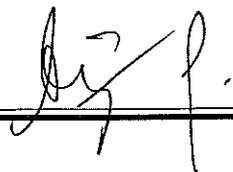
pour le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, le Ministère

pour la Communauté française de Belgique et la Région wallonne, conjointement au Commissariat général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique et à la Division des relations internationales de la Direction générale des relations extérieures du Ministère de la Région wallonne ;

et pour la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, au Commissariat général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique en concertation avec l'Administration de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale.

ARTICLE 15

Les mouvements de personnes effectués dans le cadre du présent Accord sont régis par le droit interne des Parties contractantes.



ARTICLE 16

Les équipements et autres biens fournis par la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de la mise en œuvre des projets de coopération retenus de commun accord seront admis en franchise de tous droits et taxes à l'importation.

ARTICLE 17

Les experts envoyés en République Algérienne Démocratique et Populaire dans le cadre de l'exécution du présent Accord seront exemptés des droits à l'importation sur leurs effets personnels neufs ou usagés importés dans les six mois qui suivent leur entrée sur le territoire algérien.

Les effets personnels et les équipements professionnels desdits experts seront admis en importation temporaire. Ils seront réexportés au moment de leur départ définitif du territoire algérien.

ARTICLE 18

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la dernière notification concernant l'accomplissement des procédures et formalités légales internes requises à cet effet.

ARTICLE 19

Le présent accord demeurera en vigueur pour une durée de cinq ans et sera tacitement prorogé d'année en année tant que l'une des Parties contractantes ne notifiera pas, par écrit à l'autre Partie, son intention de le dénoncer et ce, moyennant un préavis de six mois.

En cas de dénonciation, les dispositions du présent Accord resteront en vigueur pour tous programmes ou échanges, arrangements ou projets déjà adoptés et ce, jusqu'à leur réalisation complète.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.



Fait à Alger, le *14 avril*...2003, en quatre exemplaires originaux en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi.

Pour la Communauté française
de Belgique,

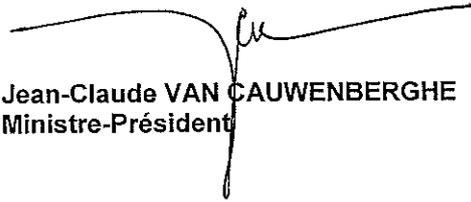


Hervé HASQUIN
Ministre-Président

Pour le Gouvernement
de la République Algérienne
Démocratique et Populaire,

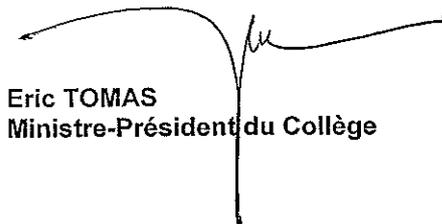


Pour la Région wallonne,



Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE
Ministre-Président

Pour la Commission communautaire
française de la Région de Bruxelles-Capitale



Eric TOMAS
Ministre-Président du Collège

ANNEXE

Compétences de la Communauté française

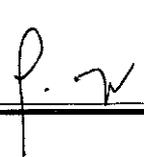
- la coopération Interuniversitaire et scientifique
- l'éducation
- la culture
- la jeunesse et l'éducation permanente
- l'audiovisuel (y compris l'information)
- la santé (prévention, promotion et éducation)
- les affaires sociales (petite enfance, aide sociale à la jeunesse)
- la politique sportive

Compétences de la Région wallonne

- l'économie (expansion économique – innovation – restructuration – initiative industrielle – commerce extérieur – exploitation des richesses naturelles – promotion des PME)
- l'environnement et la politique de l'eau
- la rénovation rurale et la conservation de la nature
- la décentralisation administrative et les pouvoirs subordonnés (provinces et communes)
- la recherche scientifique et technologique
- la politique agricole
- l'énergie
- l'aménagement du territoire en ce compris la politique et la protection du patrimoine
- le logement
- le tourisme
- la formation professionnelle
- l'emploi et la promotion sociale
- la santé curative
- les affaires sociales et la politique d'intégration des personnes handicapées
- les travaux publics et les transports
- le sport (infrastructures)

Compétences de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

- l'aide aux personnes (politique familiale en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants, aide sociale, accueil et intégration des immigrés, politique des handicapés, en ce compris la formation, la reconversion et le recyclage professionnels des handicapés, le troisième âge)
- la santé (politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins)
- la formation professionnelle
- le tourisme
- le sport (infrastructures)



اتفاق تعاون بين الجماعة الفرنسية لبلجيكا
وإقليم والونيا و لجنة الجماعة الفرنسية
لإقليم بروكسل العاصمة و حكومة
الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

إن الجماعة الفرنسية لبلجيكا، إقليم والونيا، لجنة الجماعة الفرنسية
وإقليم بروكسل العاصمة.

و

حكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

المسماة فيما يلي الأطراف المتعاقدة

اعتمادا على أواصر الصداقة والتعاون بين شعوبهم والنّقة المتبادلة والتمسك بالقيم
المشتركة للحرية والديمقراطية والعدالة والتضامن،

إذ تحذوهم الرغبة في تقوية هذه الروابط التي تجمع شعوب الأطراف المتعاقدة،

أخذين بعين الاعتبار قيم التقدم الاجتماعي والتنمية المستدامة،
اعتبارا لأهمية التعاون الثنائي الشامل وتنمية التآزر في إطار التعاون المتعدد
الأطراف،

نظرا لكون الدستور البلجيكي يخول الأقاليم أهلية التوقيع على اتفاقات دولية فيما
يتعلق بالصلاحيات التي تستأثر بها.

اتفقت على ما يلي :

المادة الأولى :

تقرر الأطراف المتعاقدة إضفاء صبغة جديدة من التفاهم والشراكة على علاقاتها
الثنائية.

تطور الأطراف المتعاقدة علاقات الصداقة التي تجمعهم على أساس التساوي في
الحقوق والتمسك بمبادئ الحرية و الديمقراطية، و أولوية القانون و حقوق الإنسان

المادة الثانية :

تؤكد الأطراف المتعاقدة تمسكها دون تحفظ بمبادئ التسوية السلمية للنزاعات لاسيما تلك المتضمنة في ميثاق الأمم المتحدة.

تتعاون الأطراف المتعاقدة بشكل فعال لتطوير نشاطها فيما يتعلق باحترام حقوق الإنسان في الميادين الاجتماعية والبيئة.

مرتكزة على الأحكام المؤسساتية للجماعة الفرنسية لبلجيكا و إقليم والونيا و لجنة الجماعة الفرنسية لبروكسل العاصمة، واحتراما لالتزاماتهم الدولية وفوق الوطنية، تطور الأطراف فيما بينها. تعاوننا شاملا كفيلا بتحقيق عائد ملموس و موجهة خاصة نحو تثمين الموارد البشرية، التنمية المستدامة والشراكة بين الإدارات، الجمعيات والمتعاملين الاقتصاديين.

المادة الثالثة :

تعمل الجماعة الفرنسية لبلجيكا وحكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية على إقامة تعاون يغطي مجموع صلاحيات هذه الأخيرة.

هذه الصلاحيات مبينة في الملحق المرفق بهذا الاتفاق.

المادة الرابعة :

يعمل إقليم والونيا وحكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية على إقامة تعاون يغطي مجموع صلاحيات هذه الأخيرة.

هذه الصلاحيات مبينة في الملحق المرفق بهذا الاتفاق.

المادة الخامسة :

تعمل لجنة الجماعة الفرنسية لإقليم بروكسل - العاصمة وحكومة الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية على إقامة تعاون يغطي مجموع صلاحيات هذه الأخيرة.

هذه الصلاحيات مبينة في الملحق المرفق بهذا الإتفاق.

المادة السادسة :

يأخذ التعاون بين الأطراف المتعاقدة الأشكال التالية :

- التبادل الدائم للمعلومات،
- تبادل الخبرات و الأشخاص،
- تبادل منح التربص والبحث و التخصص أو منح صيفية دون الإضرار بمبدأ عدم التمييز الساري المفعول في الإتحاد الأوروبي،
- إبرام اتفاقات قطاعية في الميادين المذكورة آنفا،
- التعاون المباشر بين المؤسسات المختلفة (غرف التجارة، الجامعات، المؤسسات، الجمعيات إلخ)
- إعداد مشاريع مشتركة و إنجازها،
- نقل متبادل للتكنولوجيات و المهارات،
- تنظيم لقاءات مهنية، ملتقيات، وورشات لفائدة الخبراء و أصحاب المشاريع،
- إنجاز دراسات و معاینات خبرة،
- تشجيع التعاون اللامركزي،
- الترقية المتبادلة للمواد والخدمات،
- ترقية الشراكة مابين المؤسسات وإنشاء شركات مختلطة.

المادة السابعة :

تسهر الأطراف المتعاقدة على التنسيق اللازم بين كل مشاريع التعاون الثنائي التي سيشرع فيها في إطار هذه الاتفاقية والبرامج متعددة الأطراف أو فوق الوطنية لا سيما تلك المسطرة من طرف الإتحاد الأوروبي، وكذا تلك المقررة في إطار متابعة قمة رؤساء الدول والحكومات التي تتقاسم اللغة الفرنسية.

وتسهر على استعمال كل الإمكانيات المتاحة من طرف هذه المؤسسات للمشاركة معا في برامج التنمية، ويعتبرون أنفسهم شركاء متميزين لتحقيق هذا الهدف.

المادة الثامنة :

تكثف الأطراف المتعاقدة اللقاءات الثنائية على المستوى المناسب، دون الإخلال بالاتصالات المنتظمة أثناء اللقاءات المتعددة الأطراف أو تلك التي تعقد في إطار العلاقات مع الإتحاد الأوروبي. تتناول هذه اللقاءات لكل المسائل ذات الاهتمام المشترك.

تشجع الأطراف المتعاقدة المشاورات المنتظمة حول مواضيع الساعة.

المادة التاسعة :

تتعاون الأطراف المتعاقدة في الميدان الانساني، وذلك بإيلاء الأهمية القصوى لاحترام المعايير المعترف بها دوليا في مجال الديمقراطية وحقوق الإنسان، خاصة فيما يتعلق بتسهيل عمل المنظمات غير الحكومية.

وتتفق، عند الإقتضاء، مع السلطات المحلية على ترتيبات إدارية لتسهيل النشاطات في حالة الاستعجال.

المادة العاشرة :

تساهم الأطراف المتعاقدة في إيجاد الشروط الملائمة لإقامة جو اتصالات مباشرة ولنشاطات المؤسسات والأشخاص المعنية الأخرى، في تشجيع الاستثمارات وترقية التبادلات في مجال المعلومات الاقتصادية.

المادة الحادية عشرة :

تتفق الأطراف المتعاقدة وتعمل في مشاوراتها وأعمالها المشتركة على طرح انشغالها لتمكين متعاملها في الميادين، الاجتماعية، الاقتصادية والثقافية، من الإدماج في شبكات الشراكة الدولية ذات العلاقة بالمؤسسات المتعددة الأطراف. وتبحث السبل المناسبة لتجسيد مثل هذا الاندماج.

المادة الثانية عشرة :

تشجع الأطراف المتعاقدة التبادل الشباني بما يخدم الادماج المهني لهذه الفئة ونشر وعي دولي وبواقع العلاقات الثنائية.

المادة الثالثة عشرة :

من أجل تطبيق وتقييم هذه الاتفاقية، تنشأ لجنة مختلطة دائمة مشكلة من ممثلين عن الأطراف المتعاقدة.

تجتمع اللجنة المختلطة الدائمة مرة على الأقل كل ثلاث سنوات بشكل دوري في والونيا أو بروكسل من جهة والجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية من جهة أخرى.

تقرر اللجنة المختلطة الدائمة كفيات و شروط هذا التعاون. يمكن للجنة المختلطة الدائمة أن تنظم أو أن تنشئ لجانا فرعية مكلفة بالنظر في مواضيع خاصة.

المادة الرابعة عشرة :

يتم دراسة كل مسألة متعلقة بتطبيق هذا الاتفاق من قبل السلطات المختصة للأطراف المتعاقدة وهي :

بالنسبة للجماعة الفرنسية ببلجيكا وإقليم والونيا، المحافظة العامة للعلاقات الدولية للجماعة الفرنسية ببلجيكا وقسم العلاقات الدولية للإدارة العامة للعلاقات الخارجية لوزارة إقليم والونيا.

وبالنسبة للجنة الجماعة الفرنسية إقليم بروكسل، العاصمة المحافظة العامة للعلاقات الدولية للجماعة الفرنسية ببلجيكا بالتشاور مع إدارة لجنة الجماعة الفرنسية إقليم بروكسل - العاصمة.

بالنسبة للجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، وزارة الشؤون الخارجية.

المادة الخامسة عشرة :

يخضع تنقل الأشخاص في إطار هذا الاتفاق للقانون الداخلي للأطراف المتعاقدة.

المادة السادسة عشرة :

تعفى التجهيزات والأموال الأخرى التي توفرها الجماعة الفرنسية ببلجيكا وإقليم والونيا ولجنة الجماعة الفرنسية لإقليم بروكسل- العاصمة في إطار تنفيذ مشاريع التعاون المعتمدة باتفاق مشترك من حقوق ورسوم الاستيراد.

المادة السابعة عشرة :

يعفى الخبراء الموفدون إلى الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية في إطار تنفيذ هذا الاتفاق من حقوق الاستيراد المفروضة على أغراضهم الشخصية الجديدة أو المستعملة المستوردة خلال السنة (06) أشهر الأولى التي تلي دخولهم التراب الجزائري.

تقبل الأغراض الشخصية والتجهيزات المهنية لهؤلاء الخبراء في الاستيراد المؤقت، ويتم إعادة تصديرها عند مغادرتهم النهائية للتراب الجزائري.

المادة الثامنة عشرة :

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بتاريخ آخر إخطار متعلق باستكمال الاجراءات القانونية الداخلية المطلوبة لهذا الغرض.

المادة التاسعة عشرة :

يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة خمس سنوات، ويتجدد ضمنا من سنة إلى سنة ما لم يخطر أحد الأطراف المتعاقدة كتابيا الطرف الآخر عن نيته في إنهائه من خلال إخطار مسبق مدته ستة أشهر.

في حالة الإنهاء تبقى تدابير هذا الاتفاق سارية المفعول بالنسبة لكل البرامج أو المبادلات أو المشاريع التي تم اعتمادها من قبل وهذا إلى غاية إنجازها الكلي. وإثباتا لذلك، قام الموقعون أسفله المخولون قانونا لهذا الغرض بالتوقيع على هذا الاتفاق.

حرر بالجزائر في تاريخ 14 أفريل 2003، في نسختين أصليتين باللغتين الفرنسية والعربية وللنصين نفس القوة القانونية.

عن الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزير الدولة، وزير الشؤون الخارجية

عبد العزيز بلخادم



عن الجماعة الفرنسية بلجيكا

هرفي هاسكين

وزير رئيس



عن إقليم والونيا

جون كلود كوفنبارغ

وزير رئيس

عن لجنة الجماعة الفرنسية

لإقليم بروكسل - العاصمة

إيريك توماس

وزير - رئيس المجمع.



ملحق :

صلاحيات الجماعة الفرنسية :

- التعاون العلمي ما بين الجامعات،
- التربية،
- الثقافة ،
- الشباب والتربية الدائمة،
- السمعي البصري (بما في ذلك الإعلام)،
- الصحة الإجتماعية (الطفولة - المساعدة الاجتماعية للشباب)،
- السياسة الرياضية.

صلاحيات إقليم وونيا :

- الاقتصاد (التوسع الاقتصادي، الإبداع، إعادة الهيكلة، المبادرة الصناعية
- التجارة الخارجية، استغلال الموارد الطبيعية، ترقية المؤسسات الصغيرة
- والمتوسطة)،
- البيئة وسياسة الماء،
- التجديد الريفي والمحافظة على الطبيعة،
- اللامركزية الإدارية والسلطات الفرعية للمقاطعات (المناطق والبلديات)،
- البحث العلمي والتكنولوجي،
- السياسة الزراعية،
- الطاقة،
- تهيئة الإقليم بما في ذلك سياسة حماية التراث،
- السكن،
- السياحة،
- التكوين المهني،
- التشغيل والترقية الاجتماعية،
- الصحة العلاجية،
- الشؤون الاجتماعية وسياسة إدماج الأشخاص المعوقين،
- الأشغال العمومية والنقل،
- الرياضة (الهياكل القاعدية).

صلاحيات مجلس الجماعة الفرنسية لمنطقة بروكسل العاصمة :

- مساعدة الأشخاص (سياسة الأسرة بما في ذلك أشكال المساعدة للعائلات والأطفال والمساعدة الاجتماعية واستقبال وإدماج المهاجرين وسياسة المعوقين بما في ذلك التكوين، تغيير مهنة المعوقين والمسنين وإعادة تأهيلهم.
- الصحة (سياسة التغطية الصحية داخل وخارج مؤسسات العلاج).
- التكوين المهني
- السياحة
- الرياضة (الهيكل القاعدية).